ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre,

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer,

saisi par le Ministre de la Justice

verzocht door de Minister van Justitie

le 17 décembre 1948
d'une demande d'avis
sur un projet d'arrêté du Régent portant statut du personnel de la section Sûreté de l'Etat de l'Administration de la Sûreté publique

op 17 December 1948, hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent houdende het statuut van het personeel van de afdeling Veiligheid van de Staat van het bestuur van de openbare Veiligheid

a donné en sa séance du 5 janvier 1949
l'avis suivant :

heeft ter zitting van 5 Januari 1949
het volgend advies gegeven :

I. Observations générales.

1.

Le projet d'arrêté, en son article 1, porte que le statut des agents de l'Etat est applicable aux agents des services extérieurs sauf en ce qui concerne les règles définies par l'arrêté.

Il résulte de l'article 17 que pour les services extérieurs quarante articles restent applicables sur les 118 que compte le statut.

Dans ces conditions, il serait préférable de prévoir que le statut n'est pas applicable au personnel des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat et d'élaborer un statut approprié aux fonctions de ce personnel.

2.

Le projet d'arrêté fait mention des services sédentaires qu'il oppose aux services extérieurs. Suivant l'arrêté du 2 octobre 1948 fixant le cadre du personnel, les services sédentaires ne constituent qu'une partie du personnel de bureau ; il y a en outre le secrétariat de l'administrateur, le secrétariat du service des recherches et les services intérieurs du service des recherches.

On se trouve donc devant une équivoque : la même expression a dans le projet un sens différent de celui qui lui est donné dans l'arrêté fixant le cadre.

C'est pourquoi il serait préférable d'utiliser dans le projet actuel l'expression : "services centraux".

3.

Le personnel des services extérieurs a une activité qui n'est en rien comparable à celle des diverses administrations de l'Etat. Les dérogations aux règles générales du statut des agents de l'Etat se justifient donc pleinement en ce qui le concerne.

./..

./..

Par contre les agents des services centraux ne se distinguent du personnel des divers départements ministériels ni par leur genre d'activité, ni par les divers grades qui peuvent leur être conférés. Ils ont du reste le droit de solliciter leur transfert dans une autre administration.

Toutefois, le gouvernement est [illegible] pouvoir nommer dans les services de la Sûreté de [illegible], même dans les services centraux, que des personnes présentant certaines garanties spéciales.

Les intentions du gouvernement seraient parfaitement réalisées en soumettant les agents de ces services à l'intégralité du statut des agents de l'Etat mais en ajoutant aux conditions d'admissibilité l'agréation des candidatures par l'administrateur de la Sûreté publique avant toute épreuve organisée pour le recrutement.

4.

La remarque formulée ci-dessus s'applique également aux agents temporaires des services centraux. L'article 19 du projet, qui établit pour eux le même régime que pour les agents temporaires des services extérieurs n'est pas nécessaire pour réaliser les intentions du gouvernement.

5.

Le Conseil d'Etat propose de modifier certains intitulés de chapitres et l'ordre de certaines dispositions

En effet :

a) le chapitre I s'intitule "Du recrutement", alors que l'article 1 ne concerne pas le recrutement ;
b) l'article 9 qui divise les agents des services extérieurs en catégories devrait figurer en tête du chapitre concernant ces agents ;
c) il en est de même de l'article 17 qui mentionne les dispositions du statut non applicables aux agents des services extérieurs.

./..

./..

Le Conseil d'Etat propose donc l'ordre suivant :

Titre ler.- Des services extérieurs.

Chapitre ler.- Des agents.
Article ler combiné avec les articles 9 et 17.

Section I.- Du recrutement.
Articles 2 à 8

Section II.- De l'avancement.
Articles 10, 11 et 12.

Chapitre II.- Des agents temporaires.
Articles 13 et 14

Chapitre III.- Des agents transférés d'autres administrations ou services.
Article 16.

Titre II.- Des services centraux.
Articles 18 et 19.

Titre III.- Dispositions générales.
Article supplémentaire relatif au port de la médaille (lettre du 3 février 1949)
Article 21 (Disposition générale définitive)
Article 20 (Disposition transitoire)
Article 22 (Disposition abrogatoire)
Article 23 (scindé en deux).

II. Examen des articles.

Article ler.

Ainsi qu'il a été exposé plus haut, le Conseil d'Etat propose de combiner cet article avec les articles 9 et 17.

Au sujet de ce dernier article, il convient d'observer :

1° que les articles 32 à 34 de l'arrêté du 2 octobre 1937 ne peuvent être maintenus ;

./..

./..

En effet, ils sont relatifs à l'examen d'admission définitive. Or il résulte du projet d'arrêté qu'aucune épreuve de ce genre n'est imposée aux agents intéressés.

2° que pour la clarté il vaut mieux énoncer les divers articles qui ne sont pas applicables, plutôt que les titres et les sections ;

3° que les articles 5 et 6 formant le Titre I, section II de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 ont été abrogés par l'arrêté du 30 avril 1947.

Article 3.

L'article 16 du statut n'est pas applicable aux agents des services extérieurs. De plus, il ne comprend pas de 1°,2°,3° et 4°. Il est donc préférable de ne pas le mentionner et d'énumérer les conditions exigées.

Le texte prévoit que seuls sont admissibles "Les candidats chez qui les qualités personnelles nécessaires ont été constatées par l'administrateur de la Sûreté publique."

Cette formule pourrait soulever la question de savoir suivant quelle procédure la constatation s'effectuera et si un recours est éventuellement ouvert aux intéressés. Il est préférable de dire que les candidatures sont soumises à l'agréation de l'administrateur de la Sûreté, ce qui indique bien que celui-ci a un pouvoir entier d'appréciation.

Article 4.

L'expression "épreuve d'admission" paraît plus indiquée que "épreuve organisée pour le recrutement".

Article 6.

L'administrateur de la Sûreté publique n'ayant pas de suppléant, le Conseil d'Etat propose de dire dans les alinéas 1 et 2 :"l'administrateur de la Sûreté publique ou le fonctionnaire qui le remplace".

./..

./..

Article 7.

Ce sont les candidats classés en ordre utile qui sont admis au stage. Cela devrait être précisé à l'article 7 plutôt qu'à l'article 8.

Article 8.

Le Conseil d'Etat propose, pour répondre aux intentions du Gouvernement, de compléter cet article en s'inspirant du statut des agents de l'Etat qui prévoit la prolongation éventuelle du stage ainsi que les conditions du licenciement en cours de stage ou à la fin de celui-ci.

La nomination définitive devrait faire l'objet d'un article séparé qui serait l'article 9 nouveau.

Article 9.

Cet article devrait être combiné avec l'article 1.

Article 13.

Cet article indique les dispositions du statut des agents temporaires qui, seules, sont applicables au personnel temporaire des services extérieurs. A ce sujet, le Conseil d'Etat fait observer :

1° que l'article 3 du statut devrait être maintenu étant donné que cet article précise l'autorité compétente pour la nomination des agents des diverses catégories ;

2° qu'il est illogique de maintenir l'article 15 relatif à l'action disciplinaire alors que les autres articles traitant des mesures disciplinaires ne sont pas applicables. Cette disposition trouvera sa place dans le statut disciplinaire spécial qui sera élaboré ultérieurement.

Article 15.

Cet article n'a aucune portée juridique et présente un inconvénient : il souligne le fait que le régime disciplinaire des agents de l'Etat n'est pas applicable au personnel de la Sûreté et que l'arrêté projeté ne prévoit rien sur ce point. Il crée donc l'impression que les intéressés ne sont soumis à aucune disposition au point

./..

de vue disciplinaire ce qui est inexact. En effet, un certain nombre d'entre eux sont officiers ou agents de police judiciaire, auxiliaires de l'Auditeur général et sont donc soumis au régime disciplinaire établi par l'arrêté royal du 9 mars 1940.

Le Conseil d'Etat propose la suppression de cet article.

Article 16.

Le Gouvernement exprimerait plus clairement sa pensée en disant qu'en cas de transfert le recrutement se fait au choix de l'autorité qui a le pouvoir de nomination.

Article 17.

Le Conseil d'Etat propose la combinaison de cet article avec l'article 1 auquel il y a lieu de se reporter pour les observations formulées au sujet de l'article 17.

Articles 18 et 19.

Pour les raisons exposées dans les observations générales sous les numéros 3 et 4, le Conseil d'Etat propose de remplacer le texte de ces deux articles par une disposition indiquant la nécessité de l'agréation des candidatures par l'administrateur de la Sûreté publique préalablement à l'épreuve d'admission.

Article 20.

Cet article devrait être placé après l'article 21.

L'alinéa 2 qui concerne les agents des services centraux constitue une dérogation à l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 relatif à la régularisation à titre définitif de certains agents temporaires des administrations de l'Etat, arrêté qui leur est applicable.

Cette dérogation doit être indiquée de façon précise.

./..

./..

Article 21.

Cet article, constituant une disposition générale définitive, doit être placé avant l'article 20 qui contient des dispositions transitoires.

Article 22.

Il résulte des renseignements donnés que l'intention du Gouvernement est de ne pas limiter aux catégories visées par l'article le maintien en vigueur de l'arrêté royal du 17 avril 1940.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après :

Le Conseil d'Etat suggère en outre, pour des raisons de concordance générale, quelques modifications de forme et propose en conséquence le texte ci-après :

ARRETE DU REGENT PORTANT LE STATUT DU PERSONNEL DE LA SECTION SURETE DE L'ETAT DE L'ADMINISTRATION DE LA SURETE PUBLIQUE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat ;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1940 portant statut du personnel de la Sûreté de l'Etat ;

Vu l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 portant statut pécuniaire du personnel rétribué par l'Etat ;

Vu l'arrêté du Régent du 30 avril 1947, fixant le statut des agents temporaires ;

Vu l'arrê é du Régent du 30 avril 1947 relatif à la régularisation à titre définitif de certains agents temporaires dans les administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 ;

Vu l'arrêté du Régent du 2 octobre 1948, fixant, à partir du 1er janvier 1949, le cadre organique et les barèmes du personnel de la Sûreté de l'Etat ;

Vu la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 assurant aux Belges mobilisés la réintégration dans leurs fonctions et accordant aux invalides de guerre, anciens combattants, membres de la Résistance, prisonniers politiques, veuves et orphelins de guerre, déportés, réfractaires au travail et autres victimes des guerres 1914-1918 et 1940-1945, un droit de priorité pour l'accession aux emplois publics, coordonnée par l'arrêté du Régent du 19 juin 1947 ;

./..

./..

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt du recrutement des fonctionnaires et agents de la Sûreté de l'Etat, de tenir compte du caractère particulier de leurs fonctions et des qualités spéciales qu'elles requièrent ;

Vu l'accord du Ministre de l'Administration générale et des Pensions, en date du 17 décembre 1948 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

TITRE PREMIER
DES SERVICES EXTERIEURS.

Chapitre 1er.- Des agents.

Article 1er.-

Les commissaires principaux, les commissaires, les inspecteurs principaux, les inspecteurs et agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat sont soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, à l'exception de celles reprises dans les articles 13, 15 à 28, 30, 32 à 34, 39, 40, 42 à 44, 53 à 62, 69 à 97, 101, 3° et 4°, 102, 108, 2°, 109 à 118 dudit arrêté.

Ils sont en outre soumis aux dispositions du présent arrêté.

Les commissaires principaux et les commissaires sont classés dans la première catégorie des agents de l'Etat. Les inspecteurs principaux, les inspecteurs et les agents sont classés dans la deuxième catégorie.

./..

./..

Section I.- Du recrutement.

Article 2.- (Voir projet).

Article 3.-

Les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

1. Etre belge ;
2. Etre de conduite irréprochable ;
3. Jouir des droits civils et politiques ;
4. Avoir satisfait aux lois sur la milice.

Sont seuls autorisés à subir les épreuves d'admission, ceux dont la candidature a été agréée par l'administrateur de la Sûreté publique.

Article 4.-

Les épreuves d'admission sont organisées par l'administrateur de la Sûreté publique sous le contrôle du secrétaire permanent de recrutement.

Article 5.- (Voir projet).

Article 6.-

Le jury comprend l'administrateur de la Sûreté publique ou le fonctionnaire qui le remplace, un délégué du secrétaire permanent de recrutement et un délégué du secrétaire général du ministère de la Justice.

Il est présidé par l'administrateur de la Sûreté publique ou le fonctionnaire qui le remplace.

Article 7.-

Les candidats classés en ordre utile sont admis au stage par l'autorité exerçant le pouvoir de nomination.

Les admissions au stage ont lieu suivant l'ordre déterminé par le classement aux concours, sauf les cas de convenances personnelles des candidats.

L'arrêté d'admission mentionne la date de l'épreuve subie et la place obtenue par le candidat. Il indique en outre le siège de ses fonctions. Les mutations ultérieures sont prescrites par l'administrateur de la Sûreté publique.

./..

./..

Article 8.-

La durée du stage est d'un an.

L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut, sur l'avis motivé de l'administrateur de la Sûreté publique, prolonger le stage d'un an au maximum lorsque des circonstances exceptionnelles rendent cette prolongation nécessaire.

Article 9.-

A l'issue du stage, les candidats font l'objet soit d'une nomination définitive, soit d'un licenciement ; ces mesures sont prises sur l'avis motivé de l'administrateur de la Sûreté publique.

Moyennant préavis de trois mois, le licenciement peut être prononcé en cours de stage s'il est suffisamment établi que le stagiaire ne satisfait pas aux exigences du service.

Section II.- De l'avancement.

Article 10.- texte du Gouvernement

Article 11.-

L'accession à la catégorie supérieure est subordonnée à une épreuve organisée conformément aux articles 4, 5 et 6 du présent arrêté.

Les promotions à l'intérieur d'une catégorie sont décidées ..... (voir projet).

Article 12.- (voir projet).

Chapitre II.- Des agents temporaires.

Article 13.-

Les agents recrutés en vue d'exercer à titre temporaire une des fonctions visées à l'article 1er du présent arrêté sont soumis aux dispositions de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires à l'exception de celles reprises dans les articles 2, 4, 5, 6, 12, 13, 14, 15 et 18 à 21.

./..

./..

Les dispositions prévues aux articles 7 à 12, 45 à 51, 98 et 99 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, leur sont également applicables.

Ils doivent en outre remplir les conditions prévues à l'article 16 du même arrêté sous les numéros 1 à 4.

Article 14.-

A dater du jour de leur entrée en fonctions, les agents temporaires accomplissent une période d'essai d'une durée de trois mois.

Pendant la période d'essai, mais après le premier mois seulement ou à l'issue de la période d'essai, et sur simple notification écrite, ces agents peuvent cesser leurs fonctions ou en être déchargés sans préavis ni indemnité.

Article 15.- .... (article 14 du texte du Gouvernement) ....

Chapitre III.- Des agents transférés d'autres administrations ou services.

Article 16.-

a) L'autorité qui a le pouvoir de nomination peut recruter au choix les agents définitifs et temporaires des services extérieurs parmi les personnes appartenant aux catégories suivantes :

./..

./..

1) agents des services centraux
2) officiers et agents de police judiciaire près les parquets
3) fonctionnaires et agents de la police communale
4) officiers et sous-officiers de l'armée.

b) et c) .... (idem article 16 du texte du Gouvernement) ....

TITRE II
DES SERVICES CENTRAUX.

Article 17.-

Toute candidature à un emploi définitif ou temporaire des services centraux de la Sûreté de l'Etat est soumise à l'agréation de l'administrateur de la Sûreté publique.

TITRE III
DISPOSITIONS GENERALES.

Article 18.-

Les agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat sont toujours munis d'une médaille en argent de quarante millimètres de diamètre, portant sur la face les armes du Royaume et au revers les mots "Sûreté publique - Openbare Veiligheid" ainsi que leur nom, les initiales de leurs prénoms et leur qualité.

./..

Article 19.- .... (article 21 du projet du Gouvernement)....

Article 20.-

Alinéa 1er : voir article 20, alinéa 1er.

Alinéa 2 : Par dérogation à l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 relatif à la régularisation à titre définitif de certains agents temporaires dans les administrations de l'Etat, modifié par l'arrêté du Régent du 10 avril 1948, les emplois de début vacants au 1er janvier 1949 dans les services centraux sont conférés par la voie d'une épreuve unique réservée aux agents temporaires attachés actuellement à la Sûreté de l'Etat, à la condition qu'ils comptent un nombre d'années de service au moins égal à la durée du stage prévu à l'article 27 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 pour la fonction correspondante.

Article 21.-

L'arrêté royal du 17 avril 1940 portant statut du personnel de l'administration de la Sûreté de l'Etat, modifié par l'arrêté du Régent du 23 février 1947, est abrogé sauf en ce qui concerne les officiers et agents de police judiciaire, auxiliaires de l'Auditeur général.

Article 22.-

Le présent arrêté sort ses effets à la date du 1er janvier 1949.

Article 23.-

Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT,

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre de l'Intérieur,

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

1.

Het ontwerp van besluit bepaalt in zijn artikel 1 dat het Statuut van het Rijkspersoneel toepasselijk is op het personeel der buitendiensten, behalve wat de bij het besluit bepaalde regelen betreft.

Uit artikel 17 volgt dat voor de buitendiensten van de honderd achttien artikelen die het statuut telt, veertig slechts van toepassing blijven.

In deze omstandigheden ware het verkieslijk niet te zeggen dat het statuut toepasselijk is op het personeel der buitendiensten van de Veiligheid van de Staat en een statuut voor te bereiden, dat aangepast is aan de functies van dit personeel.

2.

Het ontwerp van besluit gewaagt van zittende diensten die het tegenover de buitendiensten stelt. Volgens het besluit van 2 October 1948 houdende het kader van het personeel maken de binnendiensten slechts een gedeelte uit van het bureau-personeel; hierbij komen nog het Secretariaat van de administrateur, het Secretariaat van de opsporingsdienst en de binnendiensten van deze laatste.

Men komt bijgevolg vóór een dubbelzinnigheid te staan: eenzelfde uitdrukking krijgt in het ontwerp een betekenis die verschilt van de betekenis welke er in het besluit houdende vaststelling van het kader wordt aan gegeven.

Daarom ware het verkieslijk in het huidig ontwerp de uitdrukking : "Centrale diensten" te gebruiken.

./.

3.

De activiteit van het personeel der buitendiensten is in generlei opzicht te vergelijken met die van de verschillende Staatsbesturen.

Derhalve kunnen de afwijkingen van de algemene regelen van het Statuut van het Rijkspersoneel, wat betreft dit personeel, ten volle gerechtvaardigd worden.

Het personeel der centrale diensten integendeel onderscheidt zich niet van het personeel der verschillende ministeriële departementen noch door de aard van hun activiteit, noch door de verschillende graden die hun kunnen worden toegekend. Het heeft ten andere het recht overplaatsing naar een ander bestuur te vragen.

De Regering is echter van oordeel dat in de diensten van de Veiligheid van de Staat, zelfs in de centrale diensten, slechts personen kunnen benoemd worden die een bepaalde speciale waarborg bieden.

De bedoelingen van de Regering kunnen volkomen verwezenlijkt worden door het personeel van deze d i e n s t e n te onderwerpen aan het gezamenlijk Statuut van het Rijkspersoneel en door, vóór iedere proef, die met het oog op de werving wordt ingericht, de goedkeuring van de candidaturen door de administrateur van de Openbare Veiligheid aan de toelatingsvereisten te voegen.

4.

De hierboven geformuleerde opmerking is eveneens toepasselijk op het tijdelijk personeel der centrale diensten. De bedoeling van de Regering kan verwezenlijkt worden zonder artikel 19 van het ontwerp, dat voor het bedoelde personeel hetzelfde regime instelt als voor het tijdelijk personeel van de buitendiensten.

../..

5.

De Raad van State stelt voor sommige titels van hoofdstukken en de volgorde van sommige bepalingen te wijzigen.

Inderdaad :

a) Hoofdstuk I heeft als titel "Werving", waar artikel 1 de werving niet betreft;
b) artikel 9 waarbij het personeel der buitendiensten in categorieën wordt ingedeeld zou in het hoofdstuk betreffende dit personeel vooraan moeten komen;
c) hetzelfde geldt voor artikel 17 waarin melding wordt gemaakt van de bepalingen van het statuut, die niet toepasselijk zijn op het personeel der buitendiensten.

De Raad van State stelt derhalve deze volgorde voor:

Titel I.- Buitendiensten.

Hoofdstuk 1.- Personeel.

Artikel 1 in samenhang met de artikelen 9 en 17.

Afdeling 1.- Werving.

Artikelen 2 tot 8.

Afdeling 2.- Bevordering.

Artikelen 10, 11 en 12.

Hoofdstuk II.- Tijdelijk personeel.

Artikelen 13 en 14.

Hoofdstuk III.- Personeel dat van andere besturen of diensten wordt overgeplaatst.

Artikel 16.

Titel II.- Centrale diensten.

Artikelen 18 en 19.

Titel III.- Algemene bepalingen.

Aanvullend artikel betreffende het dragen van de medaille (brief van 3 Februari 1949).

../..

Artikel 20. (Overgangsbepaling)
Artikel 21. (Definitieve algemene bepaling)
Artikel 22. (Opheffingsbepaling)
Artikel 23. (in twee gesplitst)

II. ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Artikel 1.

Zoals hoger uiteengezet stelt de Raad van State voor dit artikel in verband te brengen met de artikelen 9 en 17.

Wat betreft dit laatste artikel valt op te merken :

1° dat de artikelen 32 tot 34 van het besluit van 2 October 1937 niet mogen behouden worden;

Zij betreffen inderdaad het examen voor toelating in vaste dienst. Welnu uit het ontwerp van besluit blijkt dat, aan het betrokken personeel, dergelijke proef niet wordt opgelegd.

2° dat het duidelijkheidshalve beter ware de verschillende artikelen, die niet toepasselijk zijn op te sommen, veeleer dan de titels en de afdelingen;

3° dat de artikelen 5 en 6, zijnde Titel I, afdeling II van het koninklijk besluit van 2 October 1937, opgeheven werden bij besluit van 30 April 1947.

Artikel 3.

Artikel 16 van het Statuut is niet toepasselijk op het personeel der buitendiensten. Het omvat bovendien geen 1°, 2°, 3° en 4°.

Derhalve is het verkieslijk er geen melding van te maken en de vereisten op te sommen.

De tekst bepaalt dat alleen mogen toegelaten worden "de candidaten bij wien de nodige persoonlijke hoedanig-

../..

heden werden vastgesteld door de administrateur van de Openbare Veiligheid".

Deze formule zou de vraag kunnen doen rijzen der procedure volgens dewelke de veststelling wordt gedaan en of eventueel voor de betrokkenen verhaal mogelijk is.

Het ware verkieslijk te zeggen dat de candidaturen aan de goedkeuring worden onderworpen van de administrateur van de Veiligheid,hetgeen bepaald aanwijst dat deze laatste algehele macht bezit om een oordeel te geven.

Artikel 4.

De uitdrukking "toelatingsexamen" lijkt geschikter dan "wervingsexamen".

Artikel 6.

Vermits de administrateur van de Openbare Veiligheid geen plaatsvervanger heeft, stelt de Raad van State voor dat in de alinea's 1 en 2 zou gezegd worden : "de administrateur van de Openbare Veiligheid of de ambtenaar die hem vervangt".

Artikel 7.

Worden tot de proeftijd toegelaten de candidaten, die batig gerangschikt zijn. Zulks zou in artikel 7 eerder dan in artikel 8 moeten gepreciseerd worden.

Artikel 8.

Om te beantwoorden aan de bedoeling van de Regering, stelt de Raad van State voor dit artikel aan te vullen, steunend op het Statuut van het Rijkspersoneel dat een bepaling bevat betreffende de eventuele voortzetting van de proeftijd en de voorwaarden van het ontslag tijdens of aan het einde van deze.

De vaste benoeming zou het voorwerp worden van een afzonderlijk artikel, een nieuw artikel 9.

../..

Artikel 9.

Dit artikel zou in samenhang met artikel 1 moeten gesteld worden.

Artikel 13.

Dit artikel vermeldt de bepalingen van het statuut van het tijdelijk personeel, die alleen toepasselijk zijn op het tijdelijk personeel der buitendiensten. Hieromtrent laat de Raad van State opmerken :

1° dat artikel 3 van het statuut zou moeten behouden worden daar dit artikel het gezag bepaalt, dat bevoegd is om het personeel der verschillende categorieën te benoemen;

2° dat het onlogisch is artikel 15 betreffende het toepassen van tuchtmaatregelen te behouden waar de andere artikelen, die handelen over de tuchtmaatregelen niet toepasselijk zijn. Deze bepaling zal thuishoren in het speciaal disciplinair statuut dat later zal worden voorbereid.

Artikel 15.

Dit artikel is juridisch zonder betekenis en er valt een bedenking bij te maken : het legt er de nadruk op dat het tuchtregime van het Rijkspersoneel niet toepasselijk is op het personeel van de Veiligheid en dat, in dit opzicht, niets voorzien wordt door het ontworpen besluit.

Het wekt derhalve de indruk dat de betrokkenen, op gebied van de tucht, aan geen enkele bepaling zijn onderworpen, hetgeen onjuist is.

Inderdaad, een zeker aantal onder hen zijn officieren of agenten van gerechtelijke politie, helpers van de Auditeur-generaal en bijgevolg onderworpen aan het bij koninklijk besluit van 9 Maart 1940 bepaald tuchtregime.

../..

De Raad van State stelt voor dit artikel weg te laten.

Artikel 16.

a.

Deze gedachte van de Regering ware duidelijker indien er gezegd werd dat bij overplaatsing de werving geschiedt naar keuze van het gezag dat bevoegdheid heeft om benoemingen te doen.

Artikel 17.

De Raad van State stelt voor dit artikel op te stellen in verband met artikel 1 waarnaar dient verwezen te worden, wat de opmerkingen omtrent artikel 17 betreft.

Artikelen 18 en 19.

Om de redenen die in de algmene opmerkingen onder de nummers 3 en 4 zijn uiteengezet stelt de Raad van State voor de tekst van deze twee artikelen te vervangen door een bepaling waarin er gewezen wordt op de noodzakelijkheid der goedkeuring van de candidaturen door de administrateur van de Openbare Veiligheid, vóór het toelatingsexamen.

Artikel 20.

Dit artikel zou na artikel 21 moeten komen.

Alinea 2,dat het personeel der centrale diensten betreft, is een afwijking van het besluit van de Regent van 30 April 1947 betreffende de regularisatie in vast verband van sommige tijdelijke personeelsleden in de besturen van de Staat, besluit dat op hen toepasselijk is. Deze afwijking dient op duidelijke wijze aangestipt te worden.

Artikel 21.

Vermits dit artikel een definitieve algemene bepaling daarstelt moet het komen vóór artikel 20 dat overgangsbepalingen bevat.

../..

Artikel 22.

Uit de inlichtingen die werden verstrekt blijkt het wel de bedoeling van de Regering te zijn het van kracht blijven van het koninklijk besluit van 17 April 1940 niet te beperken tot de bij het artikel bedoelde categorieën.

\+

\+ \+

Om de algemene overeenstemming te bevorderen beveelt de Raad van State bovendien sommige wijzigingen in de vorm aan en stelt derhalve volgende tekst voor :

Besluit van de Regent houdende het Statuut van het personeel van de afdeling Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het Statuut van het Rijkspersoneel;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 April 1940 houdende Statuut van het personeel van de Veiligheid van de Staat;

Gelet op het besluit van de Regent van 20 Juni 1946 houdende geldelijk Statuut van het door de Staat bezoldigd personeel;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 April 1947 houdende vaststelling van het Statuut van het tijdelijk personeel;

../..

Gelet op het besluit van de Regent van 30 April 1947 betreffende de regularisatie in vast verband van sommige tijdelijke personeelsleden in de besturen van de Staat, gewijzigd bij besluit van de Regent van 10 April 1948;

Gelet op het besluit van de Regent van 2 October 1948 houdende vaststelling, van 1 Januari 1949 af, van het organiek kader en van de weddeschalen van het personeel van de Veiligheid van de Staat;

Gelet op de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 tot verzekering van de wederopneming der gemobiliseerde Belgen in hun bediening en tot toekenning aan de oorlogsinvaliden, oudstrijders, leden van de Weerstand, politieke gevangenen, oorlogsweduwen en -wezen, gedeporteerden, arbeidsweigeraars en andere slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945, van een prioriteitsrecht voor de toegang tot de openbare betrekkingen, samengevat bij besluit van de Regent van 19 Juni 1947;

Overwegende dat, in het belang van de werving der ambtenaren en beambten van de Veiligheid van de Staat, moet worden gelet op het bijzonder karakten van hun functies en op de speciale hoedanigheden welke zij vereisen;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen van 17 December 1948;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en van de Minister van Binnenlandse Zaken en op advies van de in Raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

../..

TITEL EEN.
BUITENDIENSTEN.

++++++++

Hoofdstuk I.- PERSONEEL.

Artikel 1.-

De eerstaanwezende commissarissen, de commissarissen, de eerstaanwezende inspecteurs, de inspecteurs en agenten der buitendiensten van de Veiligheid van de Staat zijn onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, met uitzondering van die der artikelen 13, 15 tot 28, 30, 32 tot 34, 39, 40, 42 tot 44, 53 tot 62, 69 tot 97, 101,3° en 4°, 102, 108, 2°, 109 tot 118 van bedoeld besluit.

Zij zijn bovendien onderworpen aan de bepalingen van dit besluit.

De eerstaanwezende commissarissen en de commissarissen zijn gerangschikt in de eerste categorie van het Rijkspersoneel. De eerstaanwezende inspecteurs, de inspecteurs en de agenten zijn gerangschikt in de tweede categorie.

Afdeling I.- Werving.

Artikel 2.-

Niemand mag een der in artikel 1 vermelde functies, in vast verband uitoefenen, indien hij niet voldoet aan de toelatingsvereisten en niet met goed gevolg heeft deelgenomen aan de in navolgende artikelen voorgeschreven toelatingsexamens.

../..

Artikel 3.-

De candidaten moeten aan de navolgende vereisten voldoen :

1° Belg zijn;
2° van onberispelijk gedrag zijn;
3° hun burgerlijke en politieke rechten genieten;
4° voldaan hebben aan de militiewetten.

Mogen alleen deelnemen aan de toelatingsexamens, zij wier candidatuur door de administrateur van de Openbare Veiligheid werd aangenomen.

Artikel 4.-

De toelatingsexamens worden ingericht door de administrateur van de Openbare Veiligheid onder toezicht van de Vaste Wervingssecretaris.

Artikel 5.-

De programma's en modaliteiten der examens worden bepaald door de administrateur van de Openbare Veiligheid, in overleg met de Vaste Wervingssecretaris.

Artikel 6.-

Tot de examencommissie behoren de administrateur van de Openbare Veiligheid of de ambtenaar die hem vervangt, een afgevaardigde van de Vaste Wervingssecretaris en een afgevaardigde van de Secretaris-generaal van het Ministerie van Justitie.

Deze commissie wordt voorgezeten door de administrateur van de Openbare Veiligheid of door de ambtenaar die hem vervangt.

Artikel 7.-

De candidaten, die batig gerangschikt zijn worden tot de proeftijd toegelaten door het gezag dat bevoegdheid heeft om benoemingen te doen.

../..

De toelatingen tot de proeftijd geschieden volgens de bij het vergelijkend examen vastgestelde rangschikking, behalve wanneer de candidaten persoonlijke aangelegenheden mochten inroepen.

Het toelatingsbesluit maakt melding van de datum van het afgelegd examen en van de door de candidaat bekomen plaats. Het bepaalt bovendien waar de laatste zijn functies zal uitoefenen. De latere overplaatsingen worden door de administrateur van de Openbare Veiligheid bevolen.

Artikel 8.-

De duur van de proeftijd is één jaar.

Het gezag dat bevoegdheid heeft om benoemingen te doen kan, op het met redenen omkleed advies van de administrateur van de Openbare Veiligheid, de proeftijd met maximum één jaar verlengen wanneer uitzonderlijke omstandigheden deze verlenging noodzakelijk maken.

Artikel 9.-

Na afloop van de proeftijd worden de candidaten, óf vast benoemd óf ontslagen; deze maatregelen worden genomen op het met redenen omkleed advies van de administrateur van de Openbare Veiligheid.

Het ontslag kan, mits opzegging van drie maanden, in de loop van de proeftijd uitgesproken worden indien het genoegzaam bewezen is dat hij die de proeftijd doormaakt niet voldoet aan de vereisten van de dienst.

Afdeling II.- Bevordering.

Artikel 10.-

Bevordering tot een hogere graad wordt aan de leden van het personeel toegekend volgens de orde van hun respectieve verdienste en geschiktheden. Over deze laatste wordt door de administrateur van de Openbare Veiligheid jaarlijks verslag uitgebracht bij de Minister van Justitie.

../..

Artikel 11.-

Bevordering tot een hogere categorie is afhankelijk van het slagen in een, overeenkomstig de artikelen 4, 5 en 6 van dit besluit ingericht examen.

Tot bevorderingen in eenzelfde categorie wordt beslist op een met redenen omkleed verslag van de administrateur van de Openbare Veiligheid en van het Hoofd van de dienst Algemene Inlichtingen van de Veiligheid van de Staat.

Artikel 12.-

Bevordering tot een hogere wedde houdt verband met anciënniteit en verdienste.

Naar gelang van de conclusiën van de jaarlijkse verslagen van de administrateur van de Openbare Veiligheid, worden de bij de weddeschalen bepaalde weddeverhogingen toegekend met één jaar vervroeging binnen de normale termijnen, of met één jaar vertraging.

Hoofdstuk II.- TIJDELIJK PERSONEEL.

Artikel 13.-

De leden van het personeel, die aangeworven worden met het oog op het tijdelijk uitoefenen van één der in artikel 1 van dit besluit bedoelde betrekkingen zijn onderworpen aan de bepalingen van het besluit van de Regent van 30 April 1947 houdende statuut van het tijdelijk personeel, met uitzondering van de bepalingen der artikelen 2, 4, 5, 6, 12, 13, 14, 15 en 18 tot 21.

De bepalingen van de artikelen 7 tot 12, 45 tot 51, 98 en 99 van het koninklijk besluit van 2 October 1937, houdende het statuut van het Rijkspersoneel zijn op hen eveneens toepasselijk.

../..

Zij moeten bovendien voldoen aan de vereisten die in artikel 16 van hetzelfde besluit, onder de nummers 1 tot 4 zijn bepaald.

Artikel 14.-

Met ingang van de dag waarop zij in dienst treden doen de leden van het tijdelijk personeel een proeftijd, die drie maanden duurt.

Gedurende de proeftijd doch na de eerste maand slechts, of na afloop van de proeftijd en op eenvoudige schriftelijke kennisgeving, kunnen deze leden hun ambt neerleggen of er van ontheven worden zonder opzegging noch vergoeding.

Artikel 15.-

De leden van het tijdelijk personeel worden aangeworven volgens de modaliteiten, die door de administrateur van de Openbare Veiligheid, in overleg met de Vaste Wervingssecretaris moeten bepaald worden.

Hoofdstuk III.- PERSONEEL DAT VAN ANDERE BESTUREN OF DIENSTEN WORDT OVERGEPLAATST.

Artikel 16.-

a) Het gezag dat bevoegdheid heeft om benoemingen te doen kan de vaste of tijdelijke leden van het personeel der buitendiensten naar keuze werven onder de personen, die tot de navolgende categorieën behoren :

1) personeel der centrale diensten,
2) officieren en agenten van gerechtelijke politie bij de parketten,
3) ambtenaren en agenten der gemeentelijke politie,
4) officieren en onderofficieren van het leger.

b) Mits het akkoord van de Minister van het Algemeen Bestuur en der Pensioenen mogen, bij de vaststelling der

../..

wedde van bovengenoemde personen, de vroeger bewezen diensten in acht worden genomen.

c) De diensten bewezen bij de gemeentelijke politie, het leger, de rijkswacht, de gewezen militaire veiligheid en de gewezen militaire veiligheid bij het bezettingsleger, mogen als werkelijke administratieve diensten in aanmerking worden genomen voor de toepassing van de bepalingen waarbij de terbeschikkingstelling wordt geregeld.

TITEL II
CENTRALE DIENSTEN.

++++++++++

Artikel 17.-

Iedere candidatuur voor een vaste of tijdelijke betrekking bij de centrale diensten van de Veiligheid van de Staat, wordt aan de goedkeuring van de administrateur van de Openbare Veiligheid onderworpen.

TITEL III
ALGEMENE BEPALINGEN.

++++++++++++++++

Artikel 18.-

De leden van het personeel der buitendiensten van de Veiligheid van de Staat dragen steeds een zilveren medaille van veertig millimeter doorsnede, met op de beeldzijde het Rijkswapen en op de keerzijde de woorden "Sûreté publique - Openbare Veiligheid" evenals hun naam, de beginletters van hun voornamen en hun hoedanigheid.

Artikel 19.-

De ambten en betrekkingen, die voorzien zijn in het vast organiek kader van de afdeling Veiligheid van de Staat van het Bestuur van de Openbare Veiligheid, zijn

../..

uitgesloten van de bij de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 toegekende prioriteitsrechten.

Artikel 20.-

Bij overgangsmaatregel en in afwijking van hoofdstuk I, afdeling 1, van dit besluit, worden de op 1 Januari 1949 in het definitief kader van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat te begeven betrekkingen verleend door benoemingen, die op de voordracht van de administrateur van de Openbare Veiligheid worden gedaan, onder de ambtenaren en beambten die thans tijdelijk aan de Veiligheid van de Staat verbonden of bij die dienst gedetacheerd zijn.

In afwijking van het besluit van de Regent van 30 April 1947 betreffende de regularisatie in vast verband van sommige tijdelijke personeelsleden in de besturen van de Staat, gewijzigd bij besluit van de Regent van 10 April 1948, worden de aanvangsbetrekkingen, welke op 1 Januari 1949 in de centrale diensten openstaan, begeven bij een enige proef waaraan slechts de tijdelijke leden van het personeel, verbonden aan de Veiligheid van de Staat mogen deelnemen, zo het aantal hunner dienstjaren ten minste gelijk is aan de duur van de proeftijd, die voor de overeenstemmende betrekking is bepaald bij artikel 27 van het koninklijk besluit van 2 October 1937.

Artikel 21.-

Het koninklijk besluit van 17 April 1940 houdende statuut van het personeel van de Veiligheid van de Staat, gewijzigd bij besluit van de Regent van 23 Februari 1947 wordt opgeheven, behalve wat betreft de officieren en agenten van gerechtelijke politie, helpers van de Auditeur-generaal.

../..

Artikel 22.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1949.

Artikel 23.-

De Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT:
De Minister van Justitie,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Etaient présents :		Waren aanwezig :	
Messieurs :	J.SUETENS,	président du Conseil d'Etat,	président
de Heren :		voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	V. [illegible]	conseillers d'Etat	
	G. [illegible]	raadsheren van State	
	H. [illegible]	assesseurs de la section de législation	
	[illegible]	bijzitters van de afdeling wetgeving	
	[illegible]	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS, président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS, voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,